

Liberté Égalité Fraternité

CAHIERS D'ÉTUDESPÉNITENTIAIRES ET CRIMINOLOGIQUES

63



n° 63

chercheur associé au CESDIP

Avant-propos

Ce cahier d'études pénitentiaires et criminologiques intitulé «Qui sont les djihadistes français ? Portraits de 350 personnes détenues pour des faits de terrorisme à référentiel djihadiste» est une synthèse de la recherche «Sociologie du djihadisme français. Analyse prosopographique de plus de 350 terroristes djihadistes incarcérés» publiée en décembre 2022¹.

Cette recherche est le résultat d'un partenariat entre une institution de recherche représentée par Xavier Crettiez (Sciences Po Saint-Germain-en-Laye – CESDIP) et la direction de l'administration pénitentiaire représentée par Romain Sèze (Mission de lutte contre la radicalisation violente – MLRV).

Elle a pour mission de nourrir le débat universitaire et d'éclairer les modalités d'évaluation et de prise en charge des personnes détenues pour des faits de terrorisme à référentiel djihadiste.

Cette recherche a été réalisée à partir des rapports d'évaluation produits en quartiers de prise en charge de la radicalisation spécialisés dans l'évaluation (appelés «Quartiers d'évaluation de la radicalisation» ou QER) et ceux élaborés par les médiateurs du fait religieux. Il s'agit d'une analyse réalisée sur des personnes détenues pour des faits de terrorisme à référentiel djihadiste, incluant des personnes prévenues et des personnes condamnées pour de tels faits.

Les résultats obtenus par l'équipe scientifique proposent une photographie réaliste des personnes prises en charge au sein des QER, dont voici un aperçu dans ce cahier.

Nous avions à cœur de partager ces travaux avec vous,

Michel Daccache
Chef du Laboratoire de recherche et d'innovation

SOMMAIRE n° 63

INTRODUCTION	P. 05
1. CONDITIONS SOCIALES D'EXISTENCE	
	P. 07
2. LES FRAGILITÉS PROPICES À L'ENGAGEMENT	
	P. 10
3. CADRES COGNITIFS ET SOCIALISATIONS DJIHADISTES	
	P.14
CONCLUSION	
	P. 18

INTRODUCTION²

Alors que depuis près d'une dizaine d'années (affaire Merah) les recherches sur la radicalisation à référentiel djihadiste se multiplient, les débats souvent passionnés qu'elle suscite compliquent la possibilité d'apporter une réponse à une question d'apparence simple : qui sont les djihadistes français?

La « radicalisation » renvoie à un paradigme analytique issu de la sociologie des mouvements sociaux, qui a trouvé un nouvel essor dans une volonté collective de compréhension des engagements djihadistes en Amérique du Nord et en Europe à partir du début des années 2000³. Les recherches qui en relèvent dessinent des ontologies des violences politiques qui se heurtent cependant à deux limites : « le faible nombre de terroristes» et la difficile accessibilité au matériau⁴. Par conséquent, de nombreux travaux doivent se contenter de proposer une réflexion sur les usages (médiatiques et politiques) du terme, des revues de littérature, ou des analyses sur la base de sources ouvertes (médias) - ce qui pose un problème de rigueur observé par-delà le seul champ français⁵. Y ont réagi des

recherches soucieuses de renouveler le débat en s'appuyant sur des enquêtes de terrain, souvent des entretiens, mais qui portent sur de petits échantillons se prêtant davantage à des approches qualitatives dont les pistes stimulantes demeurent difficilement généralisables. Les études quantitatives voient difficilement le jour, tandis que leurs caractérisations des populations sympathisantes ou militantes du djihadisme sont largement discordantes⁶. Certes, ces divergences tiennent pour partie aux sources mobilisées qui conduisent à étudier des populations hétérogènes, mais manque à la sociologie du djihadisme français une enquête sur la base d'un échantillon volumineux de personnes dont l'implication dans le djihadisme est avérée, et qui puisse apporter des éléments de cadrage empiriques et solides à un débat parfois spéculatif.

² Ce travail est issu du rapport *Sociologie du djihadisme français* (direction de l'administration pénitentiaire, 2022) qui a été publié dans la *Revue française de science politique* (n° 72, vol.3, 2022).

³ Stefan Malthaner, «Radicalization: The Evolution of an Analytical Paradigm», European Journal of Sociology, n°58, vol.3, 2017, p. 369-401.

⁴ Peter R. Neumann, «Introduction», Peter R. Neumann (dir.), Radicalization, Londres, Routledge, 2015, p. 8.

⁵ Peter R. Neumann et Scott Kleinmann, «How Rigorous is Radicalization Research ?», Democracy and Security, vol. 9, n° 4, 2013, p. 360-382.

⁶ Romain Sèze et Pierre-Alain Clément, « *Still routes over roots* ? Les introuvables racines du djihadisme français », *Critique internationale*, n° 92, vol. 3, 2021, p. 173-191.

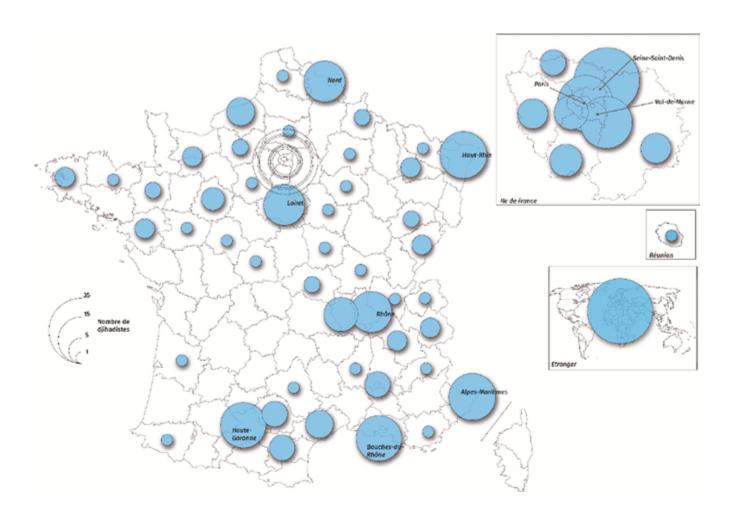
La mobilisation de ces sources a permis de constituer une base de données renseignant de façon exhaustive les trajectoires de 353 hommes écroués pour des faits de terrorisme djihadiste, soit 96 % des hommes alors incarcérés à ce motif (367 hommes au 1er janvier 20227). La base de données constituée comporte une centaine d'entrées offrant un regard statistique crédible (le taux de renseignement des données oscille entre 93 % et 100 %) et riche sur les conditions sociales d'existence, l'existence ou non de certaines vulnérabilités qui disposeraient à la radicalité, ainsi que les cadres cognitifs de mobilisation.

⁷ La présence des femmes dans des QER est trop récente (début 2022) pour avoir été prise en compte.

1. CONDITIONS SOCIALES D'EXISTENCE

Un premier ensemble de données permet d'esquisser à grands traits les conditions sociales d'existence de cette population, qui nourrissent un débat dans la littérature spécialisée sur les conditions permissives d'engagement.

a. La cartographie du djihadisme : une présence rhizomique



Plusieurs éléments caractérisent cette carte. Le premier est la prédominance des zones urbaines (37% proviennent des grandes métropoles, 21% des aires urbaines, 24% des villes moyennes) de peuplement massif (Nord, Grand Est, bassin lyonnais, PACA et région toulousaine). La présence djihadiste est conforme à la densité de population nationale et à la concentration d'une grande part de la population d'origine immigrée, quoique cela n'est pas systématique : Marseille demeure sous-représentée, tandis que la région Grand Ouest est surreprésentée (présence migratoire à 3,5% de la population locale en 2008 alors qu'elle réunit plus de 10% des personnes de l'échantillon). Cette relative déconnexion des réseaux djihadistes avec les caractéristiques socio-démographiques des territoires concernés se mesure encore à leur absence dans des villes comme Bordeaux, les cités basques, la Rochelle, Vannes, Perpignan ou Dijon. En revanche, la carte atteste d'installations djihadistes locales sans qu'aucune ligne d'explication macrosociologique ne puisse en rendre compte (Loiret, Ardèche, Sarthe).

37%

proviennent des grandes métropoles

21%

des aires urbaines

24%

des villes moyennes

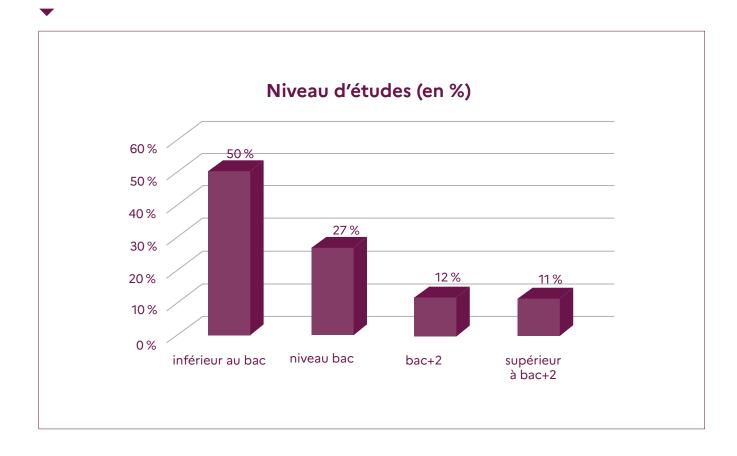
Ces constats traduisent à la fois la dépendance des réseaux djihadistes à des phénomènes d'encouragement par les pairs et d'encadrement affinitaire (quasi-absence des zones rurales et effets d'entrepreneurs locaux du djihad comme à Nice par exemple), et la prégnance du rôle d'Internet favorisant une présence rhizomique (i.e. qui n'est plus circonscrite aux foyers traditionnels du djihadisme : Lille, Paris, Lyon et Marseille durant les années 1990 et 2000).

Si l'inscription massive de ces réseaux sur le sol national et leur essaimage en dehors de leurs foyers traditionnels évoquent une forme de patrimonialisation de cet activisme, c'est aussi le cas de son origine nationale : le djihadisme est ici avant tout français à 81% et n'est en rien un produit massif d'importation en lien direct avec les flux migratoires de la crise syrienne.

b. Inégalités sociales et économiques : un ancrage lancinant

Un certain nombre de facteurs macrosociologiques conservent néanmoins toute leur pertinence puisque cette population pâtit singulièrement des inégalités socio-économiques : 54% des personnes de l'échantillon sont issues de familles disposant de ressources inférieures au SMIC (dont plus d'un tiers ont des revenus inférieurs à 60% du SMIC); et 58% d'entre elles étaient dans une situation d'instabilité professionnelle forte ou sans emploi. Cette marginalisation professionnelle se couple avec une précarisation financière importante puisque 47% des individus incarcérés avaient des revenus inférieurs au SMIC et 37% au niveau du SMIC. Cette déficience en capital économique se juxtapose à un déficit de capital scolaire :

Les deux-tiers de l'échantillon ont un niveau inférieur ou équivalent au bac, et seuls 23% ont un niveau d'étude équivalent ou supérieur à un bac+2. Se dessine un univers sous-diplômé, au regard de la population française du même âge (47% des français de moins de 34 ans ont un niveau équivalent ou supérieur à bac+2).



2. LES FRAGILITÉS PROPICES À L'ENGAGEMENT

Si le djihadisme est dans une certaine mesure une violence des marges, il est aussi souvent interprété à travers un prisme pathologisant plutôt qu'au moyen de thèses rationalistes⁸ en ce sens que l'engagement serait encouragé par l'existence de vulnérabilités diverses : notamment l'instabilité familiale, l'expérience délinquante ou encore des fragilités psychologiques.

a. Dynamiques familiales

La moyenne d'âge au moment de la mise sous écrou est de 27,5 ans, ce qui induit une radicalisation antérieure. L'engagement dans la cause djihadiste concerne massivement des jeunes, à l'image de la majorité des engagements à haut risque qui nécessitent à la fois une forme de disponibilité biographique et un goût pour les conduites à risque, quoique la jeunesse des djihadistes semble plus prononcée que dans d'autres engagements armés bénéficiant de structures d'encadrement qui facilitent la pérennité de l'action clandestine.

Un lieu commun particulièrement vivace concernant la violence politique d'inspiration djihadiste tendrait à établir un lien entre le niveau d'instabilité familiale – mesurée par le degré de conflictualité et de violences intrafamiliales – et la force des engagements :

Stabilité de la famille d'origine			
Pas stable	25%		
Assez stable	23%		
Stable	21%		
Très stable	31%		
Total	100%		

Seul un quart de l'échantillon (25%) a évolué dans un environnement familial que les institutions identifient comme dysfonctionnel. 23% ont évolué dans un environnement moyennement stable alors que 52% semblent avoir connu un cadre familial stable ou très stable. L'équation «instabilité domestique + explosion de la cellule familiale = engagement radical», ne semble pas se vérifier ici. En outre, l'engagement djihadiste ne correspond pas à une compensation à l'isolement affectif : 54% des personnes sont célibataires et 46%

⁸ Isabelle Sommier, «Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35.

sont en couple ; 51% présentent une vie affective inexistante ou peu stable (en relation avec la jeunesse de cette population) et 49% présentent une vie amoureuse stable ou assez stable. Pourtant, il apparaît que les personnes les plus investies dans la cause sont également celles dont la vie affective est la plus stable (cf. infra). La stabilité affective est donc plutôt favorable à des profils militants convaincus et idéologiquement plus structurés. Ce point conforte l'hypothèse qu'en matière de djihadisme, la stabilité affective fonctionne comme un encouragement à l'activisme, notamment parce qu'elle engage l'acteur dans une perspective au long terme d'amélioration et de salvation «de l'ordre du monde», impliquant son être mais surtout son entourage cher (enfants et compagne). Ce point se confirme également lorsque l'on s'intéresse à la présence sur zone de guerre des acteurs puisque 56% des individus

la plus stable.

mariés s'y sont rendus contre 29% des célibataires et 15% des individus séparés. La vie conjugale n'est donc nullement un frein à l'activisme guerrier, pas plus que la vie parentale : 40% des individus sans enfant se sont rendus en zones de conflit contre 60% de ceux avec enfants, témoignant d'engagements radicaux qui sont pensés comme collectifs et transgénérationnels.



b. Parcours délinquants et fragilités psychologiques

L'inscription dans cette dynamique d'engagement profite-t-elle d'un passé criminogène, ou de vulnérabilités psychologiques ? 39% des individus de l'échantillon ont un passé délinquant ou criminel (seulement 2% des infractions relèvent du crime organisé), ce qui nuance le discours sur la forte porosité entre le milieu djihadiste et l'univers criminel⁹. La délinquance réitérante n'est pas un préalable aux agissements djihadistes. En outre, 72% des individus de l'échantillon n'ont jamais connu l'incarcération en France avant leur écrou pour faits de terrorisme, accentuant le profil d'une population faiblement criminogène avant l'engagement radical et relativisant les assertions alarmistes sur la radicalisation en prison.

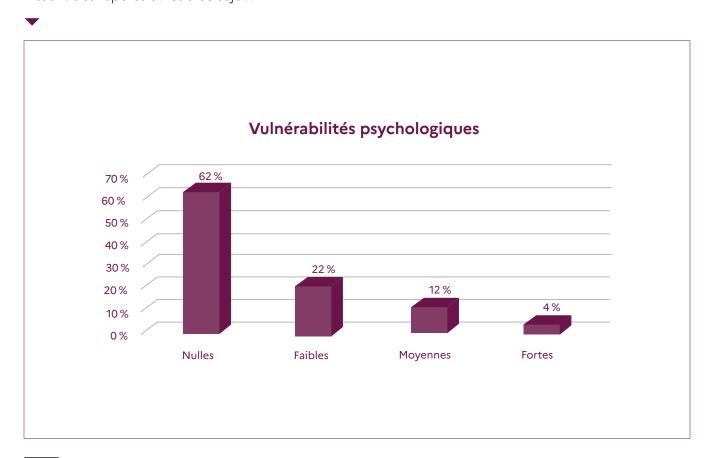
De façon assez similaire, une partie des débats autour des engagements djihadistes porte sur les vulnérabilités psychologiques d'individus dont les engagements seraient trop coûteux pour être rationnels. Les résultats obtenus au moyen des rapports d'évaluation, mettant systématiquement à contribution des psychologues, fournissent des repères utiles à ce sujet :

39%

des individus (...) ont un passé délinquant ou criminel

72%

des individus (...) n'ont jamais connu l'incarcération en France

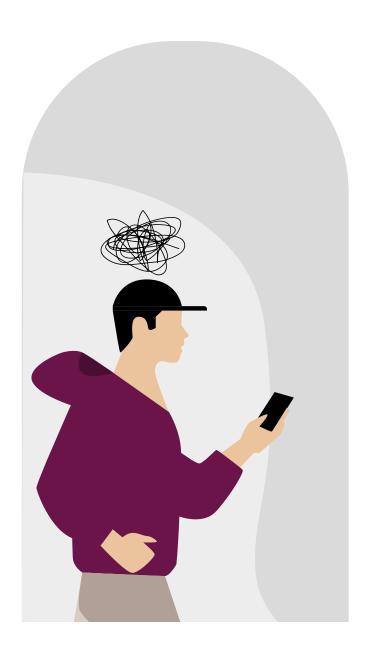


⁹ Jean-François Gayraud, *Théorie des hybrides*, Paris, CNRS éditions, 2017.

Seuls 8% des acteurs se sont vus diagnostiquer des troubles psychiatriques et 16% des fragilités psychologiques moyennes ou fortes. Aucun élément n'incite à penser l'existence d'une prévalence de troubles psychologiques qui disposeraient à l'engagement djihadiste. Les violences politiques, comme dans d'autres familles combattantes, n'attirent que peu d'individus fragiles et atteints de troubles mentaux¹⁰. Il est néanmoins possible que le déclin de l'État islamique et de ses capacités d'encadrement (et donc d'exclusion des candidats peu fiables), aient pu renforcer la présence de profils fragiles psychologiquement. Le croisement de la proportion d'individus porteurs de fragilités psychologiques avec la période d'incarcération, montre que 6% des acteurs fragiles psychologiquement ont été incarcérés avant novembre 2015, et 94% après cette date (la base est constituée de 17% d'individus incarcérés avant novembre 2015 et 83% d'individus incarcérés après novembre 2015), attestant une plus grande perméabilité des profils fragiles psychologiquement au sein des écrous les plus récents.

Un engagement qui se dessine à l'orée de l'entrée dans l'âge adulte, qui n'émerge pas au sein de familles que les institutions identifient significativement comme dysfonctionnelles mais indépendamment d'elles (ou alors, dans une moindre mesure, en fratrie), et implique souvent la fondation d'une nouvelle cellule domestique (compagne et éventuellement enfants), ainsi qu'y exhorte la propagande de l'El, inscrivent

Aucun élément n'incite à penser l'existence d'une prévalence de troubles psychologiques qui disposeraient à l'engagement djihadiste. l'engagement djihadiste dans une dynamique de rupture générationnelle. Or, cette dynamique ne profite pas massivement de vulnérabilités telles que l'instabilité familiale, un passé délinquant ou encore les fragilités psychologiques.



¹⁰ John Albert Lynn, *Une autre guerre. Histoire et nature du terrorisme*, Paris, ministère des armées, 2021.

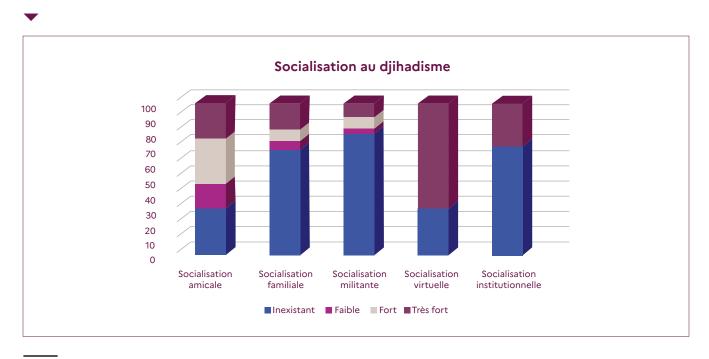
3. CADRES COGNITIFS ET SOCIALISATIONS DJIHADISTES

Considérant que le djihadisme concerne une population majoritairement concernée par une situation de marginalisation socio-économique et relativement préservée d'un certain nombre de vulnérabilités, il y a tout lieu de formuler l'hypothèse que l'engagement est porté par une cause politico-religieuse. Sur ce point, deux approches s'opposent : les thèses culturalistes pour lesquels l'apprentissage de la cause par le prisme de référents salafistes serait la clé explicative essentielle de ces engagements ; et les thèses minoritaristes qui pensent l'engagement comme une réaction à une situation de domination politique (domination néo/coloniale, culture politique offensive envers les musulmans, frustration socio-économique, etc.).

a. Socialisations religieuses et à la radicalité

Sur la base de 130 situations renseignées à partir des fiches des médiateurs du fait religieux et en ce qui concerne les modes de transmission religieuse, les résultats montrent que la famille (46%) demeure le vecteur privilégié de la transmission

religieuse musulmane devant la fréquentation des lieux de culte (27%), suivie des fréquentations virtuelles (17%) ou amicales (17%)¹¹. Ce point est intéressant car il témoigne que la transmission de l'islam ne s'opère pas du tout de la même façon que l'entrée en radicalité. Les voies de socialisation religieuse ou djihadiste sont même inverses :

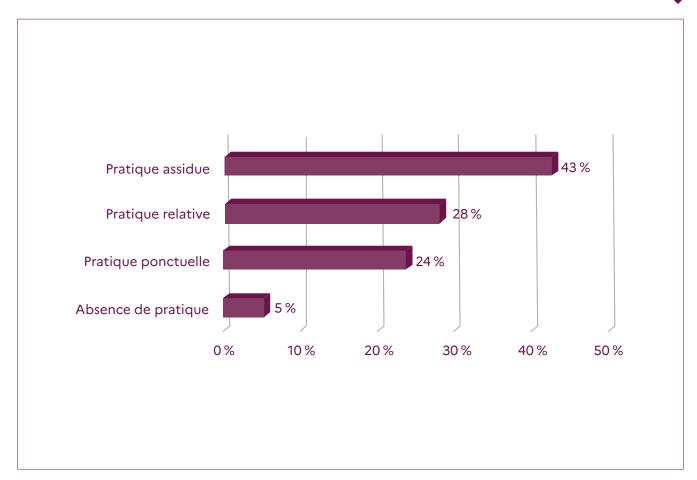


¹¹ Le fait que le total dépasse 100 % s'explique par le fait que chacune de ces entrées peut être cumulée pour chaque situation.

La socialisation au djihadisme passe par les institutions (cultuelles pour 24% de l'échantillon) et les réseaux amicaux (importante ou très importante pour 53% des personnes). Enfin, un dernier mode de socialisation, virtuelle, apparait comme totalement dominant, puisque 71% des personnes ont mis en avant l'importance de la fréquentation des réseaux sociaux ou la consultation solitaire sur Internet de contenus à caractère djihadiste comme ligne explicative de leur engagement.

b. Capitaux religieux et politiques

Les thèses culturalistes supposent que ces acteurs disposent d'une connaissance relativement solide des sources scripturaires (Coran, hadiths) qui les mobilisent, a fortiori s'ils sont pratiquants. Leurs connaissances religieuses sont cependant très lacunaires pour 54% de l'échantillon. Un focus sur les rapports des médiateurs du fait religieux renforce ce constat : 47% des individus interrogés ont un capital culturel religieux «inexistant» ou «très faible», tandis que 56% des acteurs semblent n'user ni ne connaître aucune des références littéraires salafistes. L'image de pieux salafistes, porteurs de tous les atours d'une religiosité extrême décidant de s'engager dans la violence au nom de Dieu, ne correspond pas à la majorité des acteurs, ce que confirment leurs niveaux de pratique religieuse avant l'incarcération :



43% des acteurs avaient une pratique assidue, 28% une pratique relative, 24% connaissaient une pratique très ponctuelle, et 5% aucune pratique. Ces acteurs n'apparaissent pas tous – loin s'en faut¹²– comme des parangons de piété. Il existe un décalage entre une référence relativement présente mais surtout visible à une religiosité fondamentaliste et l'inculture religieuse à laquelle elle est adossée.

À défaut d'une socialisation à la cause via les réseaux salafistes, celle-ci pourrait être alimentée par un ressenti victimaire. Or, la verbalisation de ce sentiment demeure assez faible. 41% des personnes déclarent n'avoir jamais ressenti de sentiment de stigmatisation en raison de leur religion ou de leurs origines. Pour 12%, ce ressenti est qualifié de «faible», et pour 21% de «moyen». La thèse d'un engagement qui résulterait d'un ressenti stigmatisant voire oppressant, largement partagé au sein d'une génération issue de l'immigration ou appartenant à une religion minorisée, se vérifie difficilement. Cela ne signifie pas en revanche que ce ressenti n'ait aucun rôle dans les engagements. Il est en effet plus prononcé chez les individus ayant eu une pratique religieuse assidue (35% d'entre eux développent un ressenti de stigmatisation fort) alors qu'il demeure marginal chez ceux qui avaient une pratique religieuse faible, voire nulle (11%). L'investissement dans le salafisme va de pair avec l'intériorisation d'une conscience victimaire qu'entretiennent les réactions suscitées par la visibilité religieuse. Ainsi, l'identification à une communauté opprimée confère un sens acceptable et mobilisateur aux situations d'échec personnel au sein d'une population massivement touchée par la marginalisation scolaire ou la précarisation professionnelle.

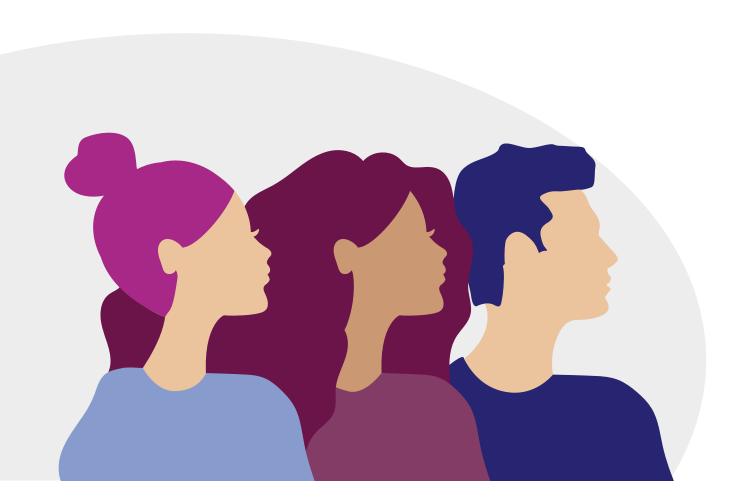
En dépit de la grammaire idéologique dans laquelle il s'insère, l'engagement djihadiste ne relève ni de l'évolution d'un parcours religieux (qui ferait suite à la fréquentation des réseaux historiquement liés aux Frères musulmans ou au salafisme), ni de la continuité d'une carrière militante. Cette grammaire politico-religieuse se mue en ressort pertinent de l'action violente à la faveur d'une socialisation via les pairs, physique et virtuelle, où la force mobilisatrice de la propagande djihadiste et des chocs moraux¹³ qu'elle suscite jouent un rôle déterminant. Cette soudaineté et accessibilité de la socialisation au djihadisme contribue à expliquer le caractère si massif de son attractivité.



¹² Par ailleurs, 28 % des personnes de l'échantillon présentaient une addiction aux stupéfiants ou à l'alcool.

¹³ Près de 60 % de l'échantillon fait état de la confrontation avec un choc moral.

Ainsi, l'identification à une communauté opprimée confère un sens acceptable et mobilisateur aux situations d'échec personnel au sein d'une population massivement touchée par la marginalisation scolaire ou la précarisation professionnelle.



CONCLUSION

Puisqu'une approche quantitative invite à insister sur des caractéristiques communes et tend à masquer les contrastes au sein de la population étudiée, il importait pour conclure d'organiser un peu cette diversité. Ainsi, en mêlant des éléments issus du traitement quantitatif de la base de données (tris croisés) à une appréciation plus qualitative forgée à la lecture de près de 500 rapports, émergent sept figures d'engagement.



Sept figures d'engagement djihadiste

Le prosélyte - 19%

Pratique et culture religieuse assidue ; diplômé ; stabilité prof et personnelle

Le désaffilié - 21%

Vulnérabilités psy ; instabilité biographique ; isolement social et précarité

L'escapiste - 18%

Socialisation affinitaire et virtuelle ; importance des chocs moraux

Le délinquant - 11%

Passé criminel ; phénomène d'addictions ; faible diplomation ; familles précaires

Le viriliste - 11%

Rapport souvent fusionnel à la mère ; socialisation familiale au djihad ; visionnage Internet

L'indigné - 12%

Force des chocs moraux ; socialisation virtuelle ; faible passé délinquant

Le labellisé - 8%

Pratique religieuse faible ; faible sentiment de stigmatisation ; bon niveau de vie

- La figure du **prosélyte** est constituée d'individus ayant intériorisé les notions fondamentales du salafisme et du djihadisme, établissant une vision dichotomique du monde, hostiles à la démocratie et aux «valeurs républicaines». Nettement plus pratiquants (73% le sont de façon assidue), mieux structurés intellectuellement (moins de 2% sont atteints de troubles psychiatriques et 53% ont un niveau de diplôme égal ou supérieur au bac), insérés professionnellement (pour 86%) et rarement issus de familles instables (8%), les prosélytes sont aussi ceux qui dominent parmi les acteurs poursuivis pour atteinte aux personnes (36%).
- La deuxième figure les désaffiliés renvoie aux individus dont les parcours sont marqués par la volonté de quitter une condition familiale, socio-économique ou le rôle social auxquels ils étaient assignés. Ils sont animés par la recherche d'une alternative, par la volonté d'instiller un sens à leur existence, une quête de cadres de compréhension ou d'ordre dans une vie erratique. La prégnance des vulnérabilités psychologiques (44%) et troubles psychiatriques (25%) comme l'isolement social (20%), familial (34% sont sans vie affective et 70% n'ont pas d'enfant) et professionnel (66% sont en situation de précarité) caractérisent ce groupe au capital religieux pauvre (82%).
- La troisième figure regroupe les acteurs dont l'engagement répond à une volonté d'échapper à un quotidien souvent terne, dépourvu d'intérêt et inapte à nourrir des projections heureuses. La dimension escapiste entendue ici comme la volonté de sortir de soi pour embrasser une identité mythifiée est ici centrale. Les escapistes sont majoritaires chez les velléitaires (42% poursuivis pour projet de départ sur zone).

- La quatrième figure renvoie au **délinquant**, majoritaire chez 11% des personnes de l'échantillon, à l'image d'Amedy Coulibaly, versé dans le djihadisme à l'issue d'une vie d'excès, porteur d'un capital délictuel et violent, qu'il réinvestit dans la cause. Cet investissement s'accompagne parfois d'une volonté de purification et de rédemption. Il est bien sûr dominant chez ceux qui possèdent un passé criminel (95%), sont porteurs d'addictions à l'alcool ou aux stupéfiants (48%) et sont issus de familles précaires (31%), instables (41%) et sont peu diplômés (92% n'ont pas le bac).
- La cinquième figure est le **viriliste** qui pense son engagement comme une façon d'affirmer et de gagner en virilité, surtout lorsque cette dernière semble à ses yeux faire défaut. Cette figure s'accompagne souvent d'une proximité forte à la mère (70%) et du célibat (44%).
- La sixième figure est incarnée par l'indigné qui correspond le plus souvent à un individu violemment heurté par la situation de ceux auxquels il s'identifie, considérés comme «frères / sœurs » opprimés par les États occidentaux, les «renégats chiites» ou les régimes autocrates arabes. Les images qu'il visionne sur Internet de massacres le convainquent de la nécessité d'un engagement qu'il présente avant tout comme humanitaire, sans que cela n'exclut la prise des armes. L'indigné est le moins souvent célibataire (22%) et le plus souvent père de famille. Il est également le plus éloigné d'un passé délinquant (16%). Ce qui le caractérise est sa confrontation avec un objet ou des enjeux d'indignation morale (43%). Mais à la différence de l'escapiste, il ne semble nullement velléitaire.

L'étiquetage, en référence à l'analyse des carrières déviantes d'Howard S. Becker¹⁴, désigne l'assignation publique d'une identité déviante, consécutive de la transgression d'une norme. Une minorité des personnes de l'échantillon – les labellisés - sont écrouées pour des faits de terrorisme, donc étiquetées à ce titre par les institutions, sans pour autant qu'elles ne présentent de signes d'un engagement porteur d'une idéologie contestataire. Cette figure se définit la plupart du temps en négatif des traits saillants de la radicalisation. Il est ainsi frappant de constater qu'une pratique religieuse assidue est la moins partagée au sein de ce groupe (24%) qui est par ailleurs celui possédant le moins de connaissances religieuses (13%). À l'inverse des autres figures, la socialisation virtuelle sur Internet demeure très minoritaire (23% contre presque 60% en moyenne pour les autres) pour des individus jamais isolés socialement, dont le niveau de vie semble être le plus confortable et très peu habités par un ressenti d'hostilité vis-à-vis de la République (13%).

¹⁴ Howard S. Becker, *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*, London, The Free Press, [1963] 1991.

Directeur de publication Laurent Ridel **Rédacteur en chef** Michel Daccache

Date de parution Mars 2023

Imprimeur Centre d'impression numérique 35 rue de la gare 75019 Paris **Dépôt légal avril 2022 ISSN**1967 - 5313 (imprimé)
2557 - 5775 (en ligne)

Direction de l'administration pénitentiaire